



Manifestation Régionale des énergéticiens Jeudi 22 juin 2017 sur Paris Actifs, Retraités nous y serons tous

La casse orchestrée des Entreprises du secteur des Mines et de l'Energie ainsi que les attaques sans précédent pour réduire le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, n'ont cessé de poursuivre leur chemin en cette année 2017, pour preuve de nombreuses attaques en direction des salariés et des militants de la CGT cette semaine.

L'actualité bat son plein et fait de nouveau parler de nos Entreprises :

- A ENGIE, 1 900 emplois vont être supprimés en France et l'activité clientèle pour les particuliers va être délocalisée vers des pays où la main d'œuvre est à faible coût. A quand le tour de GRT GAZ et GRDF ?
- A EDF, c'est la fermeture de la centrale au fioul thermique de Porcheville et deux tranches au fioul sur la centrale thermique de Cordemais. Environ 300 salariés vont être redéployés vers d'autres sites et d'autres métiers, une véritable réforme de structure.
- Toujours à EDF, les agents des unités de logistique et de maintenance luttent pour la reconnaissance de leurs spécificités métiers qui nécessitent des déplacements professionnels tout au long de l'année que la direction veut taxer en réponse aux redressements fiscaux.
- Encore à EDF, c'est la fermeture programmée de tous les points d'accueil pour les usagers et donc des suppressions d'emplois de nouveau pour début 2018 avec plus de précarité pour les 11 millions de familles en difficultés.
- A UNIPER, la direction refuse d'ouvrir des négociations au cahier revendicatif local déposé par les salariés en grève à la centrale thermique de Gardanne. Seul argument de la direction, il n'y aurait pas de problème de pouvoir d'achat à Gardanne !!

Suite aux différentes actions revendicatives en IDF et après la convocation par la police du Secrétaire Général du syndicat Energie Paris le 24 avril dernier, c'est le tour aujourd'hui du Secrétaire Général du syndicat de Meurthe et Moselle Sud d'être convoqué suite à une plainte déposée par les employeurs, visant à sanctionner une action menée dans le cadre des "mardis de la colère" afin d'exiger l'ouverture de négociations pour l'augmentation du SNB. A ce sujet, nul n'est censé oublier que lorsque l'on touche à un militant CGT, c'est toute la CGT qui est attaquée. Nous ne lâcherons rien sur les libertés syndicales et les répressions à l'encontre des militant(e)s de la CGT.

La Coordination CGT IDF n'accepte pas le jeu du pourrissement des conflits que ce soit en métropole ou en Guyane après six semaines de luttes. Sur le SNB, toujours rien à l'horizon ! Pourtant la colère est toujours présente.

Pire, les employeurs apportent comme seules réponses des "mesurettes" sous forme de primes notamment, bien loin de donner satisfaction. Pour autant, ne nous laissons pas détourner par les vindictes populistes de certaines organisations syndicales qui cachent leur jeu d'accompagnement, ces "mesurettes" sont le fruit de luttes menées par les grévistes au travers des "mardis de la colère" depuis le début de l'année 2017.

Poursuivons le dépôt des cahiers revendicatifs locaux pour gagner plus pour les salariés. Continuons la lutte pour éradiquer l'austérité toujours de rigueur dans les Entreprises des Mines et de l'Energie, il en va de l'avenir de nos emplois et de nos outils industriels.

Soyons attentifs à tout ce qui se passe dans cette période remplie de doutes et d'incertitudes. Ne restons pas au milieu du gué, soyons en résistance et en réaction.

Deux mots d'ordre : lutte et résistance ! Lutte pour une véritable politique industrielle et énergétique; pour faire abroger la loi "scélérate" El Khomri afin qu'elle ne s'applique pas dans les Entreprises des Mines et de l'Energie ; pour l'augmentation des salaires, des pensions et pour des garanties collectives de haut niveau pour tous les salariés du secteur de l'énergie et des mines. Résistance face aux ténors du capital ; à l'austérité ; à la casse de l'industrie et des services publics ; à la suppression des emplois et à la fermeture des sites de production, de commercialisation et tertiaire.

Soyons au rendez-vous des calendriers revendicatifs ou patronaux pour mener toutes les actions décidées avec les salariés. Organisons la lutte et la résistance pour que cela coûte le moins aux salariés et le plus aux patrons.

C'est pour cela que la CGT IDF et ses syndicats, proposent de débattre en Assemblée du Personnel et de décider de s'inscrire dans la manifestation Parisienne de jeudi 22 juin sur l'emploi, le pouvoir d'achat et le service public. Nous solliciterons dans les prochains jours, l'ensemble des Organisations Syndicales du champs de l'énergie, pour qu'elles puissent s'inscrire pleinement dans l'action le 22 juin.

Il n'y a pas de petites et de grandes actions ! Il y a des actions décidées et menées par les salariés quels que soient leur métier et leur statut dans les entreprises. Ne nous trompons pas d'ennemi, menons la lutte contre les classes dirigeantes avec tous les salariés. Pas d'exclusion, pas d'opposition entre nous.

Deux seuls mots d'ordre : lutte et résistance pour le progrès social !